

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
MINISTÈRE DE LA CULTURE ET DE LA COMMUNICATION

Arrêté n° 038 portant classement au titre des monuments historiques d'un coffre de bois dit « sarcophage de saint Mary », conservé dans l'église Saint-Mary-le-Cros à Ferrières-Saint-Mary (Cantal).

Le ministre de la culture et de la communication,

Vu le code du patrimoine, livre VI, titres I et II ;

Vu le décret n° 71-858 du 19 octobre 1971 pris pour l'application de la loi n° 70-1219 du 23 décembre 1970 modifiant et complétant la loi du 31 décembre 1913 sur les monuments historiques ;

Vu le décret n° 2007-487 du 30 mars 2007 relatif aux monuments historiques et aux zones de protection du patrimoine architectural, urbain et paysager ;

Vu le décret n° 2007-612 du 25 avril 2007 relatif à la Commission nationale des monuments historiques ;

Vu le décret n° 2009-1393 du 11 novembre 2009 relatif à l'organisation et aux missions de l'administration centrale du ministère de la culture et de la communication ;

Vu l'avis de la commission départementale des objets mobiliers en date du 12 décembre 2006 ;

La Commission nationale des monuments historiques entendue en sa séance du 27 mars 2007 ;

Vu la délibération du conseil municipal de Ferrières-Saint-Mary (Cantal), en date du 4 février 2011, portant adhésion au classement de la commune propriétaire ;

Vu les autres pièces produites et jointes au dossier,

considérant que la conservation de l'objet mobilier désigné ci-après présente, au point de vue de l'histoire et de l'art, un intérêt public,

arrête :

Article 1^{er} : Est classé au titre des monuments historiques un coffre de bois dit « sarcophage de saint Mary » XVI^e siècle ? bois polychromé, fer forgé, hauteur : 0,50 m, longueur : 1,70 m. Façade ornée de cinq panneaux renfermant chacun une fleur de lys, ferrure en forme également de fleur de lys, conservé dans l'église Saint-Mary-le-Cros à Ferrières-Saint-Mary (Cantal) et appartenant à la commune.

Article 2 : Le présent arrêté sera notifié au préfet, au propriétaire et au clergé affectataire, qui seront responsables, chacun en ce qui le concerne, de son exécution.

Fait à Paris, le : 26 AVR. 2011

Le Chef du Service du Patrimoine
Adjoint du Directeur Général des Patrimoines


Isabelle MARÉCHAL